

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 5 AVRIL 2017

**Présents :** Claude OLIVE, Président, Emmanuel ALZURI Eric BONNAMY, Louis DARRIBEROUGE, Jean-René ETCHEGARAY, Christian GONZALES, Robert HOURCADE, Alain IRIART, Jean-Pierre LAFLAQUIERE, Jean-Marc LESPAGE, Philippe NEYS, Jean-Paul SALDUCCI, Jacques VEUNAC, Michel VEUNAC (jusqu'au rapport n°4), Martine BISAUTA (jusqu'au rapport n°7), Florence LASSERRE-DAVID, Marie-Ange THEBAUD

**Absents ou excusés :** Nathalie MOTSCH, Michel SOROSTE.

**Procurations :**

- Nathalie MOTSCH à Michel VEUNAC
- Michel SOROSTE à Jean-René ETCHEGARAY
- Martine BISAUTA à Jean-Paul SALDUCCI à partir du rapport n°8

**Secrétaire de Séance :** Eric BONNAMY

**OJ N°3 : DELEGATION D'ATTRIBUTIONS AU PRESIDENT EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Afin de donner plus de souplesse à la vie administrative territoriale, le législateur a prévu un certain nombre de dispositions permettant aux exécutifs locaux d'exercer des attributions qui relèvent normalement de l'organe délibérant.

En application des dispositions de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, il est ainsi demandé au Comité, de donner délégation au Président, pour la durée du mandat, pour exercer les attributions suivantes :

- procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder au réaménagement de la dette et au refinancement des contrats de prêts et passer à cet effet les actes nécessaires ;
- procéder à la réalisation et à la souscription des crédits ou lignes de trésorerie nécessaires à l'exécution d'un budget ;
- souscrire les marchés publics et les accords-cadres formalisés de travaux, fournitures et services, ainsi que les avenants d'ordre technique ou n'induisant aucune augmentation du montant des marchés ;
- prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services selon la procédure adaptée, lorsque les crédits sont prévus au budget, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
- résilier les marchés de travaux, fournitures et services formalisés ou en procédure adaptée ;
- passer les contrats d'assurance, les avenants et accepter les indemnités de sinistre ;
- créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour ;
- accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 20 000€ (vingt mille euros) ;

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

- fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- intenter au nom du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte basque-Adour les actions en justice ou défendre celui-ci dans les actions intentées contre lui ;
- régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour, dans la limite des franchises prévues aux contrats d'assurance ;
- saisir la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Les décisions prises par le Président en vertu de l'article L 5211-10 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Comité du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour portant sur les mêmes objets.

Le Président doit rendre compte des décisions ainsi prises à chacune des réunions obligatoires du Comité du Syndicat des Transports de l'Agglomération Côte Basque-Adour et celui-ci peut toujours mettre fin à la présente délégation.

En outre, et conformément aux dispositions des articles L 5211-9 et L 5211-10 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au Comité d'autoriser Monsieur le Président à déléguer tout ou partie de l'exercice de ses fonctions aux vice-présidents et membres du Bureau et aux fonctionnaires territoriaux visés à l'article L5211-9 du code général des collectivités territoriales.

## ADOpte A L'UNANIMITE

---

*Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.*

*Certifié exécutoire.*

*Transmis à la Sous-Préfecture*

*De Bayonne le ... 06 AVR. 2017 ...*

*Affiché le ... 06 AVR. 2017 ...*

*Le Président*



*Claude OLIVE*

---

RAYONNE – ANGI ET – BIARRITZ – BOLLICAU – BIDART – SAINT PIERRE D'IRUBE – TARNOS

! : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 06/04/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/04/2017